

pas caché leur déception quant aux résultats moins que satisfaisants réalisés jusqu'ici à la CNUCED et à la CCEI. Le fait à retenir, cependant, est que la stratégie d'affrontement envisagée à l'endroit de l'Occident développé n'a pas été définie en termes précis et qu'on ne semble pas insister outre mesure sur son emploi. Si certaines des propositions les plus audacieuses sur l'autodéveloppement du Tiers monde gardent la vedette, par exemple l'établissement d'un système de marchés propre au Tiers monde, les propositions de Colombo demeurent en gros celles que l'on connaissait déjà. Il ne fait pas de doute que cette attitude générale est due au travail d'hommes politiques modérés du Tiers monde, tels les hôtes sri-lankais et M. Perez Guerrero, coprésident de la CCEI avec le Canada. Ainsi donc, le programme d'action économique mis au point à Colombo vient renforcer, sans y ajouter beaucoup d'éléments nouveaux, les positions déjà adoptées par les pays en développement à la CCEI ou dans les organismes de l'ONU. Les propositions en vue d'une action distincte des non-alignés pour faire pendant aux progrès réalisés dans d'autres organismes apparaissent maintenant comme des «reculs». Sur le plan

économique, le mouvement semble aujourd'hui adopter une politique attentiste en ce qui concerne les négociations de la CCEI et de la CNUCED, plutôt que de prendre des décisions auxquelles les non-alignés ne pourront donner suite, comme c'est arrivé par le passé. Néanmoins, la mise en garde adressée aux pays développés demeure: la patience du Tiers monde s'effrite.

Au chapitre des mesures institutionnelles, les principaux points à retenir de Colombo sont peut-être le regroupement des agences d'information, l'agrandissement du bureau de coordination (pour y inclure, entre autres l'OLP) et la création d'un secrétariat permanent, mais non encore officialisé. S'il est trop tôt maintenant pour analyser les répercussions générales de ces mesures, elles ne pourront à long terme que jouer en faveur d'une orientation plus précise, si ce n'est plus radicale, du mouvement.

Le 30 septembre dernier, le premier ministre de Sri Lanka, Madame Bandaranaike, a pris la parole à la trente et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies à la fois en qualité de dirigeant de son pays et de président actuel des pays non alignés. Dans sa déclaration,

tionale, un programme d'action pour la coopération économique, seize résolutions politiques et six résolutions économiques.

1974 *Mars*. Deuxième réunion ministérielle du Bureau de coordination, Alger (la première avait fait suite au sommet d'Alger en 1973). Étaient présents les ministres des Affaires étrangères des dix-sept pays membres du Bureau et vingt-trois observateurs.

1975 *Février*. Conférence des pays en développement sur les matières premières, Dakar (Sénégal). Faisait suite au sommet d'Alger de 1973, mais était ouverte à tous les pays en développement; étaient présents, sur les cent dix invités, cinquante-sept pays non alignés et dix autres pays en développement (quinze seulement étaient représentés au niveau ministériel), ainsi que quelques observateurs. A produit la «Déclaration de Dakar», un programme d'action et dix-neuf résolutions, aucune sur des questions politiques.

*Mars*. Troisième réunion ministérielle du Bureau de coordination, la Havane. Étaient présents les ministres des

Affaires étrangères des dix-sept pays membres du Bureau et vingt-quatre observateurs.

*Août*. Cinquième réunion des ministres des Affaires étrangères, Lima. Étaient présents quatre-vingt-deux membres à part entière — adhésion du Nord-Vietnam, de la Corée du Nord, de Panama et de l'Organisation de libération de la Palestine; octroi au Mozambique et au Sud-Vietnam du statut de membre à part entière; rejet de la demande d'adhésion de la Corée du Sud.

1976 *Mai*. Quatrième réunion du Bureau de coordination, Alger. Étaient présents les ministres des Affaires étrangères des dix-sept pays membres du Bureau et les observateurs de vingt-neuf pays et organisations. L'Angola, les Comores et les Seychelles reçus membres à part entière.

*Juillet*. Réunion des ministres de l'Information, Nouvelle-Delhi.

*Août*. Réunion des ministres des Affaires étrangères, Colombo, suivie de la cinquième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement, Colombo. Le nombre de membres est passé à 86.